

éditorial

Dérive de l'Europe

LE couple franco-allemand. Une longue histoire, passionnante. Des hauts, des bas. Un pays, la République fédérale allemande, reconstruite après le désastreux épisode nazi. Un état ruiné, une monnaie dont les Allemands se sont défaits, la peur de l'avenir mais la volonté de s'en sortir par le travail — Arbeit —, une volonté sans faille au départ, un modèle économique-social, la cogestion, aujourd'hui sans doute moins pertinent mais toujours debout, en dépit de la crise économique qui a balayé l'Europe comme les Etats-Unis après l'éclatement de la bulle des sub-primes, des menaces qui pesaient et pèsent encore sur un système bancaire fragile, Angela Merkel ayant donné son aval à la création de bad banks, ces structures de défaillance aptes à recueillir et à loger dans des enveloppes ad hoc les produits toxiques, c'est-à-dire à risque, qui avaient été comptabilisés hors bilan des établissements bancaires.

Les capitales européennes qui redoutaient de voir le cabinet Merkel II sonner rapidement le retour à l'orthodoxie budgétaire ont dû lire avec un certain soulagement le contrat de coalition présenté, samedi 24 octobre, par les chefs des trois partis au pouvoir. Au terme d'une ultime ronde de négociations qui a duré au-delà de 2 h du matin, ce jour-là, Angela Merkel pour la CDU, Guido Westerwelle pour le FDP (parti libéral) et Horst Seehofer pour la CSU bavaroise, ont en effet placé en tête de leurs priorités la stimulation de l'économie. Via des allègements fiscaux, dès 2010, puis une réforme de l'impôt sur le revenu, en 2011, qui devrait profiter en premier lieu aux revenus moyens et modestes. Grâce également à un soutien aux familles et à une réduction de la TVA dans l'hôtellerie et la restauration. Au total, ces baisses d'impôt devraient atteindre 24 milliards d'euros par an. C'est conséquent.

Il n'y a pas de coupe claire dans le budget. Les déficits de l'Agence pour l'emploi et des caisses maladie ne se traduiront pas par des hausses de cotisations salariales, mais seront compensés par l'ensemble des contribuables. Guido Westerwelle, épinglé comme hérald du néolibéralisme par la gauche pendant la campagne électorale, a insisté sur les éléments « sociaux » du contrat, notamment en ce qui concerne les bénéficiaires des revenus minimums (Hartz IV, package de réformes conduites par un social-démocrate Schröder) qui ont permis à l'Allemagne de redresser ses comptes publics, d'assainir ses comptes sociaux, tout en préservant sa compétitivité, alors qu'en France, un dénommé Lionel Jospin s'engageait dans une voie opposée ou à tout le moins fort différente, en donnant son accord à Mme Aubry pour le passage aux 35 h, ce qui a abouti à une majoration de l'heure travaillée en France de 11 %.

Le nouveau gouvernement allemand de coalition exclut toutefois de faciliter les procédures de licenciements ou d'affaiblir le mécanisme de cogestion qui associe les syndicats aux décisions stratégiques des entreprises, comme le réclamait le FDP. Le nouveau ministre des Finances, vieux lion de la démocratie chrétienne, a prévenu, dès le 25 octobre, dans le « Welt am Sonntag » qu'il ne faudrait pas compter sur un retour à l'équilibre des finances publiques au cours de la prochaine législature. « Il ne fait aucun sens, a-t-il souligné, de parler de mesures d'économies à l'heure où l'on doit donner des impulsions, a déclaré Wolfgang Schäuble, il est déjà bien assez ambitieux de respecter le mécanisme de freinage de la dette inscrit dans la constitution. » La grande coalition a fixé cette année dans la loi fondamentale une nouvelle règle selon laquelle l'Etat fédéral ne pourra plus s'endetter, à partir de 2016, qu'à hauteur de 0,35 % du PIB chaque année. Le paradoxe du nouveau mécanisme réside dans le fait qu'il rend relativement avantageux pour le nouveau gouvernement de s'endetter massivement en 2010, retenue comme année de référence. Ainsi, le déficit toléré pour 2011 sera plus élevé. En contrepartie, les efforts budgétaires à fournir ensuite seront plus importants.

A noter que du côté des recettes fiscales, le nouveau gouvernement s'est montré très vague. Les allègements fiscaux doivent dynamiser la croissance et donc contribuer à remplir les caisses de l'Etat. Travailler plus, pour in fine, l'Etat. Ce dernier doit apprendre à réduire ses dépenses de fonctionnement. Certains économistes s'étonnent du flou qui entoure ce « programme ». L'Institut de conjoncture de Cologne estime, de ce fait, que la coalition distribue les cadeaux sans formuler de manière explicite les éléments de politique qui doivent encourager la croissance.

En résumé, comme le relève « Les Echos » dans leur numéro daté 26 octobre 2009 : « En dépit des apparences, le parallèle entre l'Allemagne et la France a ses limites. Si les niveaux de dette sont proches — près de 3 000 milliards d'euros à deux ! —, la situation de départ pour les finances publiques n'est pas la même : de ce côté du Rhin, le déficit dépasse 8 %, de l'autre, il tourne autour de 5 % ; autre différence : notre voisin a montré dans le passé qu'il savait redresser ses comptes, ce n'est pas le cas chez nous. Berlin qui renonce à fixer le cap, c'est l'Europe qui risque de se retrouver sans boussole financière et de poursuivre sa dérive. »

Marie-Pierre BOULIGAUD

EXCLUSIF **FRICHE DES TEINTURERIES**

La Chambre de commerce, probable premier occupant



L' "ex-futur" pôle culturel de Tarare n'abritera pas le théâtre ni la maison de la musique. Le maire veut en faire une vitrine des activités économiques du canton. C'est ainsi que les négociations sont avancées pour l'implantation, sur un plateau, de l'antenne locale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon. D'autres contacts sont en cours.

page 8

Environnement

Le Beaujolais Vert en avance sur le plan climat

Quatre Communautés de communes du Beaujolais Vert ont lancé officiellement leur plan climat énergie territoriale (PCET) dont l'objectif est de réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre et d'augmenter de 20% la part des énergies renouvelables d'ici 2020. Il s'agit du premier plan climat validé dans le département du Rhône.

page 6



KOH-LANTA

Patrick Merle en finale



page 3

STATION D'ÉPURATION DE TARARE

Plus que quelques mois de patience ?

page 8

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

La réforme partage les élus



page 7

TOUSSAINT

Histoires de cimetières



page 4

Le Grappilleur **MAISON HUMBERT** négoce de boissons
FOIRE AUX MAGNUMS
Du 10 au 30 novembre
+ DE 600 MAGNUMS DISPONIBLES DANS 70 RÉFÉRENCES
DES RÉDUCTIONS IMPORTANTES SUR TOUS LES MAGNUMS PENDANT CETTE PÉRIODE
A partir du jeudi 19 novembre **DÉGUSTATION DU BEAUJOLAIS NOUVEAU**
PONTCHARRA/ST-FORGEUX • Z.I. du Mortier • 04 74 63 01 69

Anniversaire jusqu'à **30%**
jusqu'au 5 décembre

MEUBLES SUBRIN
Mobiclub
MEUBLES - SALONS - LITERIE - DÉCO
Ouvert : le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h
PONTCHARRA-SUR-TURDINE R.N. 7
04 74 63 12 56